

Article 29 du Règlement

dernières années et une douzaine d'autres ont tenté de le faire sans succès. Voilà les conséquences de telles actions pour les localités qui subissent des pertes économiques par suite de la destruction de leur mode de vie traditionnel.

La vérité, c'est que sûrs d'avoir notre conscience pour nous et d'utiliser les méthodes les moins cruelles possible, nous avons contribué plus que tout à favoriser la recherche et la mise au point de meilleures méthodes de capture des animaux, mais nos efforts ont été vains. Nous devons reconnaître que ce programme que le gouvernement britannique a décidé de mettre en oeuvre à la demande de ses citoyens n'est qu'un début. Cette décision du Royaume-Uni va sûrement influencer les mesures législatives qu'envisagent les pays membres de la Communauté économique européenne.

Le comité de protection de l'environnement et des animaux de la Communauté doit se réunir prochainement pour examiner diverses propositions concernant le secteur des fourrures. Il est question notamment d'apposer une étiquette sur toutes les fourrures en provenance des pays de la Communauté, d'interdire en Europe l'usage des pièges à mâchoires, et de reconduire l'interdiction actuelle d'importer tout produit fabriqué de peaux de blanchons ou de phoques bleus en vue de protéger tous les phoques jusqu'à l'âge d'un an.

D'une question très chargée d'émotivité il y a plusieurs années, soit l'interdiction de la chasse aux blanchons dans la région de l'Atlantique, nous sommes passés à une autre. C'était à propos des phoques mignons et gentils pendant trois semaines, qui étaient exploités dans le cadre d'une campagne de financement pour susciter une réaction passionnée. Plus les gens étaient étrangers aux réalités de la survie dans les régions de l'Atlantique, dans les campagnes de Terre-Neuve ou du Grand Nord, et plus ils étaient sensibles aux mesures prises.

Nous avons besoin que le gouvernement intervienne d'une façon très énergique, pas simplement pour faire savoir à la communauté internationale que nous traitons les animaux sans cruauté, car personne ne nous croira. Nous devons dépenser de l'argent et prendre les moyens pour nous assurer que les gens du Royaume-Uni savent que nous prenons très au sérieux les coups qu'ils portent à nos ruraux, aux rapports qu'ils entretiennent avec leur milieu naturel et aux moyens qu'ils utilisent pour assurer leur subsistance. Dans ces pays, les gens font preuve d'une hypocrisie incroyable à en juger d'après la façon dont ils utilisent les animaux. Tous les pays du monde exploitent les animaux en raison de leur mode de vie et de leur destinée économique, que ce soit sous forme de laine dans les vêtements, de foulards ou de cravates en soie ou de chaussures et ceintures de cuir. Tous ces articles sont faits de matière animale. On pourrait préciser sur l'emballage qu'un steak provient d'une vache abattue d'une balle entre les yeux ou qu'une cotelette de porc provient d'un porc auquel on a tranché la gorge. Les citadins ou les personnes qui ne sont pas en contact avec les réalités de la vie ne se préoccupent pas de l'origine de ces produits.

● (2120)

La réalité, c'est que les êtres humains vivent avec les animaux et qu'ils utilisent les ressources de la nature. Nous devons le faire pour assurer notre existence sur cette planète.

Il nous faut plus que l'assentiment de tous les partis à reconnaître la gravité de la question. Nous savons que c'est un problème très grave pour les peuples autochtones du Canada, pour les ruraux de Terre-Neuve et pour toutes les personnes qui essaient de gagner leur vie en capturant des animaux. Il faut essayer de communiquer le message non seulement par les voies diplomatiques mais par les efforts du gouvernement et de tous les parlementaires. Nous devons veiller à ce que le Parlement britannique soit parfaitement au courant des graves conséquences que ses initiatives ont eues pour les chasseurs de phoques de Terre-Neuve, pour les autochtones et pour certaines de nos collectivités.

J'exhorte le gouvernement à renouveler son engagement et à se mettre à respecter la promesse qu'il a faite aux chasseurs de phoques de Terre-Neuve, soit d'appliquer les recommandations de la Commission Malouf pour rebâtir l'industrie du phoque au Canada. Il nous faut la preuve absolue que le gouvernement va lutter pour préserver la culture et le mode de vie des collectivités qui dépendent de l'élevage des animaux à fourrure, du piégeage, ainsi que de la chasse et de la pêche.

Si nous ne faisons rien pour mettre un terme à ces attaques contre le mode de vie de nos concitoyens, nous n'en finirons plus d'entendre parler d'interdictions, d'impositions et de contraintes concernant notre façon de vivre. Disons clairement ce à quoi s'exposent les pays qui prennent de telles mesures contre le Canada. Il va falloir que le gouvernement du Canada réagisse fermement pour dissuader le Royaume-Uni de prendre les mesures proposées, appuyées surtout par des gens qui ne passent pas une journée sans utiliser des produits qui viennent des animaux.

Non seulement s'attaquent-ils à ce qu'ils décrivent comme étant une occupation cruelle, mais en fait ils visent à interdire complètement l'utilisation d'animaux par l'homme, ce qui finira par détruire beaucoup de collectivités au Canada. L'interdiction de chasser le phoque a non seulement détruit des villages, mais elle a aussi affecté l'existence de beaucoup de personnes: le taux de suicide a augmenté et les gens qui se sont retrouvés sans travail ont été la proie de l'alcoolisme et du désespoir, ne voyant aucune possibilité de continuer à vivre dignement comme ils l'avaient fait pendant des générations.

Je demande au gouvernement de se montrer ferme, d'agir sans hésitation et de ne laisser aucun doute planer dans l'esprit des parlementaires du Royaume-Uni: le Canada prend cette affaire au sérieux, nous n'allons pas laisser cette industrie sans défense comme ce fut le cas des chasseurs de phoques, et nous allons prendre des mesures énergiques et appropriées contre le Royaume-Uni s'il donne suite à sa proposition.

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots sur la question dont nous discutons ce soir à l'occasion de ce débat d'urgence. Il était assez intéressant de voir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) intervenir il y a quelques instants à la Chambre et de l'entendre dire qu'il avait discuté de la question avec sir Geoffrey Howe, que le premier ministre (M. Mulroney) en avait discuté avec la première ministre de Grande-Bretagne et que les hauts fonctionnaires en avaient discuté eux aussi avec leurs homologues.